

ANNEXE 8 – VERSION PUBLIQUE

Charges liées aux gels des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel, constatées au titre de l'année 2021 et prévisionnelles au titre des années 2022 et 2023

Cette annexe présente les charges de service public de l'énergie au titre de la mise en place du bouclier tarifaire sur les tarifs réglementés de vente de gaz naturel et d'électricité. Les charges constatées au titre de l'année 2021 sont calculées à partir des déclarations des fournisseurs de gaz naturel communiquées à la CRE avant le 31 mars 2022. Les charges prévisionnelles au titre des années 2022 et 2023, sont calculées à partir des déclarations des fournisseurs d'électricité et de gaz naturel communiquées à la CRE avant le 30 avril 2022.

Avertissement

Tous les résultats sont arrondis à une décimale (la plus proche) dans le corps du document. Toutefois, les résultats finaux utilisent uniquement des valeurs intermédiaires exactes non arrondies. De ce fait, il peut parfois survenir un très léger écart entre la somme des valeurs intermédiaires et les valeurs finales.

SOMMAIRE

A. CHARGES LIEES AU GEL DES TARIFS REGLEMENTES DE VENTE DE GAZ	3
A.1 Contexte et cadre juridique	3
A.2 Calcul des charges constatées au titre de 2021 et prévisionnelles au titre de 2022 et 2023 liées aux pertes de recettes supportées par les fournisseurs de gaz naturel	3
A.3 Détail des charges au titre des années 2021 à 2023 et de l'acompte versé en 2022 par opérateur.....	4
B. CHARGES LIEES AU GEL DES TARIFS REGLEMENTES DE VENTE D'ELECTRICITE	4
B.1 Cadre juridique.....	4
B.2 Calcul des pertes prévisionnelles supportées entre le 1er février 2022 et le 31 janvier 2023 et des montants redevables prévisionnels entre le 1er février 2023 et le 31 janvier 2024	5
B.3 Détail des charges par opérateur	6
B.4 Détail des montants perçus par les fournisseurs et ELD de moins d'un million de clients résidentiels au titre de l'alinéa X de l'article 181 de la loi de finances pour 2022	6
C. SYNTHESE	6

A. CHARGES LIEES AU GEL DES TARIFS REGLEMENTES DE VENTE DE GAZ

A.1 Contexte et cadre juridique.

En application de l'article 181 de la loi de finances pour 2022, les pertes de recettes supportées par les fournisseurs de gaz naturel sous l'effet du gel des tarifs réglementés de vente, constituent des charges imputables aux obligations de service public, « au sens des articles L.121-35 et L.121-36 du code de l'énergie ».

Définition des charges de service public liées au gel des tarifs réglementés de gaz naturel

Les charges imputables aux obligations de service public supportées par les fournisseurs en application du gel des tarifs réglementés de vente de gaz, sont constituées :

- a) des pertes de recettes supportées par les fournisseurs de gaz naturel fournissant aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel ;
- b) des pertes de recettes supportées par les fournisseurs de gaz naturel proposant des offres de marché aux clients mentionnés au 2° du V de l'article 63 de la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019, et dont les stipulations contractuelles relatives aux modalités de détermination du prix de la fourniture prévoient que celui-ci est directement indexé sur les tarifs réglementés de vente de gaz naturel.

Ces pertes de recettes, supportées entre le 1^{er} novembre 2021 et la fin de la période de gel tarifaire, sont calculées comme étant la différence entre les revenus provenant de l'application des tarifs qui auraient été appliqués en l'absence de gel tarifaire et les revenus provenant des tarifs gelés effectivement appliqués. En raison des contraintes de calendrier pour l'évaluation annuelle des charges de service public de l'énergie, la CRE a dû retenir comme hypothèse la date de fin de la période de gel tarifaire en vigueur au moment de la finalisation de ses calculs, c'est-à-dire mi-juin. **La date de fin de gel retenue par la CRE dans son évaluation est ainsi le 30 juin 2022.** Par voie d'arrêté, le gouvernement a prolongé, le 25 juin 2022, le gel tarifaire jusqu'au 31 décembre 2022. La CRE ayant fixé le montant des charges à compenser avant la date de publication de l'arrêté, les pertes prévisionnelles anticipées entre juillet 2022 et décembre 2022 ne sont pas intégrées dans la présente évaluation. Afin de limiter les effets de trésorerie sur les fournisseurs de gaz naturel, la CRE recommande qu'un dispositif de déclaration de charges intermédiaire soit mis en place pour tenir compte des potentielles pertes de recettes sur le deuxième semestre 2022 dans les versements qui seront effectués au cours de l'année 2023.

Les charges de service public à compenser en 2023 sont diminuées des recettes supplémentaires perçues par les opérateurs dans le cadre du rattrapage prévu au II de l'article 181 de la loi de finances pour 2022. La CRE a retenu une hypothèse d'évolution prévisionnelle des prix du gaz fondée sur la moyenne des cotations observées entre le 18 et le 29 avril 2022. Les prix futurs à cette date sont structurellement supérieurs au prix d'approvisionnement de référence des TRVG d'ENGIE, plafonné depuis octobre 2021. A ce stade, **la CRE ne retient pas de composante de rattrapage pour la période couvrant le 1^{er} juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2023.**

Les charges de service public sont compensées selon les modalités prévues aux articles L. 121-37 à L. 121-41 du code de l'énergie, en tenant compte de l'acompte versé par dérogation aux présents articles et dont les montants ont été approuvés par la CRE dans sa délibération n° 2022-36¹ du 27 janvier 2022. Ces montants d'acompte sont rappelés dans le **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** ci-dessous. Ils viennent en déduction des charges à compenser aux opérateurs en 2023, en tant que compensations recouvrées prévisionnelles pour l'année 2022. Les modalités de calcul des charges à compenser pour 2023 sont précisées à l'annexe 6 de la présente délibération.

Enfin, ces charges de service public sont couvertes dans la limite de la couverture des coûts d'approvisionnement effectivement supportés pour les clients concernés, selon le IV de l'article 181 de la loi de finances pour 2022. La CRE a ainsi contrôlé les stratégies d'approvisionnement des fournisseurs et les coûts qui en résultaient. La CRE s'est assurée que les compensations calculées ne viennent ainsi couvrir que des pertes effectivement supportées par les fournisseurs.

A.2 Calcul des charges constatées au titre de 2021 et prévisionnelles au titre de 2022 et 2023 liées aux pertes de recettes supportées par les fournisseurs de gaz naturel

Sur le fondement des déclarations des fournisseurs à la CRE portant sur les charges constatées au titre de 2021, pour les offres de fourniture concernées par le dispositif de compensation, le montant de pertes de recettes au titre de l'année 2021 est évalué à **351,6 millions d'euros** (soit 342,1 millions d'euros net des versements anticipés déjà versés).

¹ Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 27 janvier 2022 portant décision sur l'acompte versé aux fournisseurs de moins de 300 000 clients en compensation du gel des tarifs réglementés de vente de gaz naturel

Sur le fondement des déclarations des fournisseurs à la CRE portant sur leur portefeuille prévisionnel pour 2022 pour les offres de fourniture concernées par le dispositif de compensation, le montant de pertes de recettes au titre de l'année 2022 est évalué à **1048,1 millions d'euros** (soit 977,6 millions d'euros net des versements anticipés déjà versés).

Sur le fondement des déclarations des fournisseurs à la CRE portant sur leur portefeuille prévisionnel pour 2023 pour les offres de fourniture concernées par le dispositif de compensation, le montant de charges de service public négatives au titre du rattrapage, est évalué à 0 euro.

A.3 Détail des charges au titre des années 2021 à 2023 et de l'acompte versé en 2022 par opérateur

Tableau 1 : Pertes constatées et prévisionnelles des fournisseurs de gaz entre le 1^{er} novembre 2021 et le 30 juin 2022 et acompte versé en 2022

Opérateur	Charges constatées au titre de 2021	Charges prévisionnelles au titre de 2022	Charges prévisionnelles au titre de 2023	Acompte versé en 2022

B. CHARGES LIEES AU GEL DES TARIFS RÉGLEMENTÉS DE VENTE D'ÉLECTRICITÉ

B.1 Cadre juridique

En vertu de la loi de finances pour 2022, le gouvernement a baissé la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Électricité à son taux minimal, puis a rejeté la proposition tarifaire de la CRE et fixé, par arrêté, un barème des tarifs réglementés de vente d'électricité (TRVE) correspondant à une augmentation de 4 % TTC en moyenne.

En application de l'alinéa VIII de l'article 181 de la loi de finances pour 2022, les pertes de recettes supportées par les fournisseurs d'électricité pour leurs offres de marché à destination des clients résidentiels et par les fournisseurs d'électricité mentionnés à l'article L. 111-54 du code de l'énergie (entreprises locales de distribution, ci-après « ELD ») pour leurs offres aux tarifs réglementés de vente d'électricité à destination des clients résidentiels constituent des charges imputables aux obligations de service public. Ces pertes de recettes sont calculées par application d'un montant unitaire en euros par mégawattheure aux volumes livrés aux clients résidentiels en offre de marché par les fournisseurs d'électricité et aux volumes livrés aux clients résidentiels aux tarifs réglementés par les ELD entre l'entrée en vigueur des tarifs réglementés « bleus » résidentiels au 1^{er} février 2022 et leur première évolution de l'année 2023 (par hypothèse le 1^{er} février 2023).

Ce montant unitaire est calculé comme la différence, en euros par mégawattheure, entre :

- le prix moyen hors taxes résultant de l'application des tarifs « bleus » résidentiels en France métropolitaine continentale qui auraient été appliqués en 2022 en l'absence de gel tarifaire et ;
- le prix moyen hors taxes de ces mêmes tarifs effectivement appliqués en 2022.

Pour les fournisseurs d'électricité mentionnés à l'article L. 111-54 du code de l'énergie (les ELD), les charges qui résultent de ces pertes de recettes sont diminuées des sommes résultant de la différence entre les tarifs de cession qui auraient été appliqués en l'absence de gel du tarif de cession et les tarifs de cession effectivement appliqués. Pour les entreprises locales de distribution proposant des TRVE aux clients résidentiels mais ne s'approvisionnant pas au tarif de cession, le montant unitaire appliqué aux volumes livrés aux clients résidentiels aux tarifs réglementés n'est pas diminué des sommes précitées.

En contrepartie, en application de l'alinéa IX de l'article 181 de la loi de finances 2022, les fournisseurs d'électricité proposant des offres de marché à destination des clients résidentiels et les ELD pour leurs offres aux tarifs réglementés de vente d'électricité sont redevables à l'Etat d'un versement calculé par application d'un montant unitaire en euros par mégawattheure appliqué aux volumes livrés aux clients résidentiels en offre de marché et aux clients résidentiels aux tarifs réglementés de vente d'électricité par les ELD entre la première évolution des tarifs réglementés de vente d'électricité de l'année 2023 et leur première évolution de l'année 2024.

Ce montant unitaire est calculé comme la différence, en euros par mégawattheure, entre :

- le prix moyen hors taxes des tarifs dits « bleus » résidentiels en France métropolitaine continentale qui seront appliqués en 2023 et qui intégreront une composante de rattrapage suite au gel tarifaire en 2022 et ;
- le prix moyen hors taxes des tarifs dits « bleus » résidentiels en France métropolitaine continentale tels qu'ils auraient dû être appliqués en 2023 s'il n'y avait pas eu de gel tarifaire en 2022.

Pour les fournisseurs d'électricité mentionnés à l'article L. 111-54 du code de l'énergie (les ELD), ce versement est diminué des sommes résultant de la différence entre les tarifs de cession qui auraient été appliqués en l'absence de la composante de rattrapage intégrée aux tarifs de cession à la suite du gel de ces derniers et les tarifs de cession en application de la composante de rattrapage intégrée aux tarifs de cession à la suite du gel de ces derniers. Pour les entreprises locales de distribution proposant des TRVE aux clients résidentiels mais ne s'approvisionnant pas au tarif de cession, le montant unitaire appliqué aux volumes livrés aux clients résidentiels aux tarifs réglementés n'est pas diminué des sommes précitées.

En outre, le X de l'article 181 de la loi de finances pour 2022 introduit une disposition dérogatoire permettant aux fournisseurs d'électricité proposant des offres des marchés aux clients résidentiels et aux fournisseurs d'électricité mentionnés à l'article L. 111-54 du code de l'énergie, ayant moins d'un million de clients résidentiels, de bénéficier d'un versement compensant leurs pertes de recettes prévisionnelles avant le 1er mai 2022.

B.2 Calcul des pertes prévisionnelles supportées entre le 1er février 2022 et le 31 janvier 2023 et des montants redevables prévisionnels entre le 1er février 2023 et le 31 janvier 2024

Dans sa délibération du 31 mars 2022², la CRE a évalué le montant des versements anticipés au titre de l'alinéa X de l'article 181. 30 fournisseurs ont bénéficié du dispositif pour un montant total de **131,3 millions d'euros**. Pour ce faire, la CRE a réalisé une première estimation des montants unitaires évoqués précédemment, soit 13,86 €/MWh (0,35 €/MWh pour les volumes relatifs aux TRVE approvisionnés par les ELD au tarif de cession)³.

Dans le cadre de la présente délibération, la CRE publie une réévaluation des montants unitaires afin de tenir compte :

- De données actualisées de consommation ;
- Des spécificités des ELD.

En outre, la CRE maintient l'hypothèse d'un gel par le gouvernement des TRVE et du tarif de cession au 1er août 2022 à un niveau égal à celui des tarifs appliqués au 1er février 2022 augmenté de l'évolution du TURPE, conformément à sa délibération du 31 mars 2022.

Pour les offres de marché à destination des clients résidentiels et pour les TRVE résidentiels qui ne sont pas approvisionnés au tarif de cession, le montant unitaire résultant est égal à 14,87 €/MWh.

Pour les TRVE résidentiels approvisionnés par les ELD au tarif de cession, le montant unitaire est pris égal à 0 €/MWh.

Sur le fondement des déclarations réalisées par les fournisseurs portant sur leur portefeuille prévisionnel entre le 1er février 2022 et le 31 janvier 2023 pour les offres de fourniture concernées par le dispositif de compensation, le montant de pertes de recettes au titre de l'année 2022 est évalué à **857,1 millions d'euros** (soit **725,8 millions d'euros** nets des versements anticipés déjà perçus par les opérateurs). Ces montants constituent des charges prévisionnelles au titre de 2022.

Sur le fondement des déclarations réalisées par les fournisseurs portant sur leur portefeuille prévisionnel entre le 1er février 2023 et le 31 janvier 2024 pour les offres de fourniture concernées par le dispositif de compensation, le montant redevable à l'Etat par les fournisseurs au titre de l'année 2023 est évalué à **1 017,2 millions d'euros**. Ces montants constituent des charges prévisionnelles au titre de 2023.

La différence entre, d'une part, la compensation des pertes de recettes prévisionnelles pour l'année 2022 en tenant compte du versement prévu au X de l'article 181 et, d'autre part, le versement dû à l'Etat, sera compensée à partir de 2023 selon les modalités de versement des charges de service public de l'énergie prévues par le code de l'énergie. Les modalités de calcul des charges à compenser pour 2023 sont précisées à l'annexe 6 de la présente délibération.

² Délibération de la CRE du 31 mars 2022 portant évaluation des versements anticipés prévus à l'alinéa X de l'article 181 de la loi de finances pour 2022 vers les fournisseurs ayant moins d'un million de clients résidentiels

³ A date, la CRE considère que les montants unitaires au titre des alinéas VIII et IX sont égaux.

B.3 Détail des charges par opérateur

Tableau 2: Pertes prévisionnelles supportées entre le 1er février 2022 et le 31 janvier 2023 - Montants redevables prévisionnels pour la période comprise entre le 1er février 2023 et le 31 janvier 2024

<u>Nom de l'opérateur</u>	<u>Pertes de recettes supportées entre le 1^{er} février 2022 et le 31 janvier 2023 (€)</u>	<u>Montants redevables pour la période comprise entre le 1^{er} février 2023 et le 31 janvier 2024 (€)</u>

B.4 Détail des montants perçus par les fournisseurs et ELD de moins d'un million de clients résidentiels au titre de l'alinéa X de l'article 181 de la loi de finances pour 2022

L'alinéa X de l'article 181 de la loi de finances pour 2022 dispose, que les ELD et les fournisseurs d'électricité, y compris les ELD, ayant moins d'un million de clients résidentiels peuvent bénéficier d'un versement anticipé compensant leurs pertes (définies à l'alinéa VIII) au plus tard le 1^{er} mai 2022. La CRE a évalué le montant des versements anticipés dans sa délibération n° 2022-99 du 31 mars 2022⁴. Ils viennent en déduction des charges à compenser aux opérateurs en 2023, en tant que compensations recouvrées prévisionnelles pour l'année 2022.

Tableau 3 : Montant des versements anticipés versés au titre de l'alinéa X de l'article 181

<u>Nom de l'opérateur</u>	<u>Montant des versements anticipés (€)</u>

C. SYNTHÈSE

Sur la base des éléments exposés au sein de la présente annexe, la CRE a calculé le bilan des charges à compenser aux opérateurs pour 2023, ou à reverser par ces derniers. Ces charges sont intégrées à l'action budgétaire « Mesures exceptionnelles de protection des consommateurs » du programme budgétaire dédié aux charges de service public de l'énergie.

Le montant total des charges liées aux gels tarifaires à compenser pour 2023 s'élève à **1 028,4 M€**, dont - 291,3 M€ pour les fournisseurs d'électricité et 1 319,7 M€ pour les fournisseurs de gaz naturel. S'y ajoutent **3,0 M€** de frais financiers⁵ 2021 pour les fournisseurs de gaz naturel liés aux pertes de recettes au titre de 2021.

Les modalités de calcul des charges, ainsi que des frais financiers afférents, sont exposées dans l'annexe 6. Le détail des charges par opérateur, charges hors gels tarifaires et charges liées aux gels tarifaires, ainsi que les frais financiers associés à chaque catégorie, est donné.

⁴ Délibération de la CRE du 31 mars 2022 portant évaluation des versements anticipés prévus à l'alinéa X de l'article 181 de la loi de finances pour 2022 vers les fournisseurs ayant moins d'un million de clients résidentiels

⁵ En application des articles L. 121-19-1 et L. 121-41 du code de l'énergie, les écarts entre les prévisions et les charges constatées portent intérêt, à un taux fixé à 1,72 % par l'article R. 121-31.